

Carte blanche
Pour plus de culture à l'école
Un investissement rentable

Victor Ginsburgh
Université Libre de Bruxelles

“Ce qui ne fonctionne pas dans les arts, reflète ce qui ne fonctionne pas dans notre société”. C’est ainsi que Tibor Scitovski s’adressait en 1972 aux économistes américains lors de la réunion annuelle de l’American Economic Association. Que le Ministre de la Recherche Scientifique et de la Culture – quelle curieuse association; j’ai un jour entendu le professeur Prigogine dire que si Einstein n’avait pas découvert la relativité, un autre physicien l’aurait fait; que par contre, si Picasso n’avait pas existé, personne n’aurait inventé sa peinture – que le Ministre se rassure: je n’écrirai pas qu’il faut augmenter les subventions publiques aux arts. Mais il faut certainement les repenser, ce qui permettrait sans doute de les réduire ... à condition que l’on puisse un jour savoir combien les arts coûtent aux pouvoirs publics (ce que, bien entendu, ils ignorent eux-mêmes).

La question essentielle qu’il faut se poser, c’est pourquoi seulement une minorité, plutôt aisée, s’intéresse aux arts, et pourquoi, alors que les revenus ont considérablement augmenté entre 1950 et 1995, le nombre d’orchestres, par exemple, a diminué. Est-ce parce que les subventions ont diminué? Apparemment oui, mais c’est surtout parce que le nombre de “consommateurs d’art” n’a pas suivi l’augmentation du niveau de vie. La raison essentielle est à mon sens due à notre enseignement, qui fait une part de plus en plus large à la “science” au détriment de la “culture”. Pourquoi juge-t-on plus important d’enseigner “le sel de cuisine se compose de sodium et de chlore”, que de faire entendre (dans tous les sens du mot) Don Juan de Mozart.

Même le peu que l’on m’a appris il y a quarante ans dans les cours de musique à l’école (essentiellement, à nonner la Truite de Schubert) a maintenant quasiment disparu. J’imagine que l’on parle encore de Molière, mais déjà en ce temps-là, peu d’entre nous avaient entendu parler de Goethe ou des soeurs Brontë, même en greco-latine; ne parlons pas d’Homère ou d’Horace chez les autres.

Je viens de lire une étude* réalisée aux Etats-Unis – mais je suis persuadé

*Louis Bergonzi and Julia Smith, *Effects of Arts Education on Participation in the*

que les résultats s'appliquent entièrement à notre société – qui mesure les effets que l'éducation exerce sur la participation des citoyens aux activités artistiques. Basée sur 12.700 interviews, l'étude distingue ce qui, de la culture et des arts, est enseigné à l'école et ce qui est appris dans la communauté (famille, amis, etc.); elle montre que les deux sont indispensables et mieux, composent leurs effets, pour amener plus tard, un individu à participer à des activités artistiques diverses: concerts, théâtre, musées, émissions culturelles. Mais que peut faire l'entourage s'il n'a pas reçu l'éducation qu'il fallait, lorsque lui-même était jeune. Et l'on perçoit bien que la situation ne peut que se dégrader. L'étude montre également que l'éducation artistique est le plus important de tous les facteurs expliquant, ensemble, la participation aux événements artistiques, plus important que le revenu, le contexte social, racial ou culturel.

Ceci implique que si les pouvoirs publics voulaient augmenter les subventions à l'enseignement de la culture, ils pourraient, à terme, réduire celles qu'ils accordent à la culture elle-même, en laissant le consommateur décider que somme toute, il préfère assister à un concert plutôt que de zapper entre Hélène et les Garçons et le jeu télévisé du moment. Il est difficile, dans l'état actuel des statistiques, de calculer l'effet d'une telle politique à budget constant (les subventions données à l'enseignement des arts pouvant être, en partie, retirées aux arts, puisque ceux-ci seraient, à terme, "rentabilisés" par un public plus large), mais il fait peu de doute (a) qu'elle favoriserait l'emploi dans l'enseignement général et culturel ce que personne ne trouvera inutile par les temps qui courent, (b) qu'elle remplirait mieux les salles de spectacles – il faut cependant réfléchir au problème de l'opéra et des grands orchestres qui jouent parfois à bureaux fermés et pour lesquels chaque représentation supplémentaire entraîne des pertes supplémentaires, (c) qu'elle aplanirait certaines différences culturelles, (d) ne forcerait pas les citoyens à payer des impôts pour soutenir des activités qui ne les intéressent pas beaucoup et finalement, (e) respecterait le principe de souveraineté du choix des consommateurs.

Souveraineté du choix, les mot néo-classiques qui épouvantent les interventionnistes sont lâchés. Ce n'est pas "l'exception culturelle" – que la France est si fière d'avoir arrachée aux américains lors des discussions du GATT – qui induira le consommateur à regarder un film de Resnais plutôt que Dallas. Ce

Arts, Research Division Report 36, National Endowment for the Arts, 1996.

sont l'éducation (voir plus haut) et les incitations financières. Lesquelles? On peut, par exemple, imaginer que les tickets achetés (au "vrai" prix) soient déductibles du revenu imposable, quelle que soit la dépense et à un taux identique, quelle que soit la classe de revenus. Ou encore, comme le suggère Alan Peacock – professeur d'économie dans plusieurs universités britanniques, mais qui a aussi été membre du Arts Council of Great Britain et président du Scottish Arts Council – un système de coupons auxquels auraient droit tous les citoyens; ces coupons donneraient accès à certaines activités artistiques, mais pourraient également être encaissés ou revendus par ceux qui ne désirent pas participer; c'est sur base des coupons que les salles de spectacle ou les musées percevraient leurs subventions. Irréaliste? Peut-être, mais on peut certainement réfléchir à des alternatives aux subventions telles que nous les connaissons, et qui sont distribuées de manière plus ou moins arbitraire, par des personnes que nous, citoyens, n'avons pas directement désignées à le faire.

En quoi ces personnes savent-elles mieux que nous-mêmes ce qui est bon pour nous? Je ne me sens pas le moins du monde solidaire de l'exception culturelle. Je continuerai, par bravade, à suivre Dallas, tout en envoyant mes enfants suivre un enseignement culturel: ils doivent choisir de manière souveraine, mais en connaissance de cause. C'est là que réside la responsabilité des pouvoirs publics.